





FONDATION JEAN DAUSSET

*Fondation reconnue d'utilité publique par
décret en date du 15 mars 1993*
27 rue Juliette DODU
75010 - Paris

Au conseil d'administration de la Fondation Jean Dausset,

1. Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Conseil d'Administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la **FONDATION JEAN DAUSSET** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2023**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'entité à la fin de cet exercice.

2. Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.



Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

3. Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4. Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion ainsi que dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés au conseil d'administration

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés au conseil d'administration de la fondation



En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

5. Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'entité relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la structure à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'entité ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le bureau.

6. Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé,

influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre entité.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont



pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 19 Juin 2024

Le Commissaire aux Comptes
COGEP AUDIT

Norman ALLAL
Commissaire aux Comptes

Détail des postes	Valeurs brutes	Amortis. et provisions	Valeurs nettes	Au 311222
Capital souscrit non-appelé (I)				
Capital souscrit non-appelé (I)				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets, droits simil				
Fonds commercial				
Autres immob. incorporelles				
Avances et acomptes sur immos				
Immobilisations corporelles	9 053 512,43	7 603 880,27	1 449 632,16	1 579 804,26
Terrains				
Constructions				
Installations techn., mat., outil	4 423 025,65	4 004 328,39	418 697,26	543 599,42
Autres immob. corporelles	4 630 486,78	3 599 551,88	1 030 934,90	1 036 204,84
Immobilisations en cours				
Avances & acomptes				
Immobilisations financières	300,00		300,00	300,00
Participations selon mise en équi.				
Autres participations	300,00		300,00	300,00
Créances rattach. à des particip.				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immob. financières				
TOTAL II	9 053 812,43	7 603 880,27	1 449 932,16	1 580 104,26
Stocks et en-cours				
Matières premières & approvision				
En cours de production de biens				
En cours production de services				
Produits intermédiaires & finis				
Marchandises				
Avances & acomptes versés/com.				
Avances & acomptes versés/com.				
Créances	2 384 114,02	1 536 220,84	847 893,18	1 341 301,46
Clients et comptes rattachés	466 387,14	159 681,42	306 705,72	427 246,61
Autres créances	1 917 726,88	1 376 539,42	541 187,46	914 054,85
Capital souscrit appelé non versé				
Divers	7 652 544,28		7 652 544,28	6 763 703,31
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	7 652 544,28		7 652 544,28	6 763 703,31
Charges constatées d'avance	71 511,77		71 511,77	73 398,69
Charges constatées d'avance	71 511,77		71 511,77	73 398,69
TOTAL III	10 108 170,07	1 536 220,84	8 571 949,23	8 178 403,46

Détail des postes	Valeurs brutes	Amortis. et provisions	Valeurs nettes	Au 311222
Frais d'émission d'emprunt à étaler Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes rembours. d'obligations (IV) Primes de rembours. d'obligations				
Ecart de conversion actif (V) Ecart de conversion actif (VI)				
TOTAL GENERAL (I à VI)	19 161 982,50	9 140 101,11	10 021 881,39	9 758 507,72

Détail des postes			Valeurs nettes	Au 311222
-------------------	--	--	----------------	-----------

Capital social ou individuel			1 173 857,43	1 173 857,43
Capital social ou individuel			1 173 857,43	1 173 857,43
Primes d'émission, de fusion				
Primes d'émission, de fusion				
Ecart de réévaluation				
Ecart de réévaluation				
Réserves			896 057,73	732 199,52
Réserve légale				
Rés. statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées			896 057,73	732 199,52
Autres réserves				
Report à nouveau			2 096 902,56	1 822 178,59
Report à nouveau			2 096 902,56	1 822 178,59
Résultat de l'exercice			133 193,04	438 582,18
Résultat de l'exercice			133 193,04	438 582,18
Subventions d'investissement			1 138 508,72	1 200 585,64
Subventions d'investissement			1 138 508,72	1 200 585,64
Provisions réglementées			-12 007,47	415,80
Provisions réglementées			-12 007,47	415,80
TOTAL (I)			5 426 512,01	5 367 819,16
FONDS DEDIES			1 459 457,66	1 627 676,04
Produits émissions titres particip.				
Produits émissions titres particip				
Avances conditionnées				
Avances conditionnées				
TOTAL (II)			1 459 457,66	1 627 676,04
Provisions pour risques			167 269,79	154 096,53
Provisions pour risques			167 269,79	154 096,53
Provisions pour charges				
Provisions pour charges				
TOTAL (III)			167 269,79	154 096,53
Emprunts obligataires convertibles				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts & dettes aup. étab. crédit				

Détail des postes			Valeurs nettes	Au 311222
Emprunts & dettes aup. étab. crédit				
Emprunts et dettes financ. divers			1 090,73	1 007,44
Emprunts et dettes financ. divers			1 090,73	1 007,44
Avanc. & acptes reçus/com en cours				
Av. & ac. reçus s/com. en cours				
Dettes fourniss. & cptes rattachés			562 501,70	765 611,51
Dettes fourniss. & cptes rattachés			562 501,70	765 611,51
Dettes fiscales et sociales			498 792,25	477 254,56
Dettes fiscales et sociales			498 792,25	477 254,56
Dettes sur immo. et cptes rattachés			-774,49	-774,49
Dettes sur immo. & cptes rattachés			-774,49	-774,49
Autres dettes			1 877 031,74	1 335 816,97
Autres dettes			1 877 031,74	1 335 816,97
Produits constatés d'avance			30 000,00	30 000,00
Produits constatés d'avance			30 000,00	30 000,00
TOTAL (IV)			2 968 641,93	2 608 915,99
Ecarts de conversion passif (V)				
Ecarts de conversion passif				
TOTAL GENERAL (I à V)			10 021 881,39	9 758 507,72

Impression provisoire

FONDATION JEAN DAUSSET- C.E.P.H	Compte de résultat	N° Siret	39193130000019
27 rue Juliette Dodu		NAF (APE)	7219Z
75010 PARIS	Document fin d'exercice	N° Identifiant	FR70391931300
		Période du	01/01/23
		au	31/12/23
		Tenue de compte : €	

© Sage - Sage 100 Comptabilité Premium 10.11

Date de tirage 10/06/24

à 14:38:00

Page : 1

Détail des postes			Au 311223	Au 311222
-------------------	--	--	-----------	-----------

CHARGES D'EXPLOITATION				
Coût d'achat des marchandises				
Achats de marchandises				
Variations de stocks de march.				
Consommation exercice /tiers			1 063 922,01	1 294 493,61
Achats matières premières				
Achats autres approvisionnements				
Variation de stocks Mat./approv.				
Autres achats et charges externes			1 063 922,01	1 294 493,61
Impôts, taxes et vers. assimilés			110 645,27	106 493,55
Impôts, taxes et vers/ assimilés			110 645,27	106 493,55
Charges du personnel			1 336 578,97	1 278 011,85
Salaires et traitements			973 978,85	931 444,34
Charges sociales			362 600,12	346 567,51
Dotations aux amortis. & provisions			504 526,67	305 659,48
Amort. sur immobilisations			389 982,12	202 516,36
Provis. sur immobilisations				
Provis. sur actif circulant				
Amort. pour risque et charges			114 544,55	103 143,12
REPORT FONDS DEDIES			204 340,28	1 322 892,79
Report Fonds Dédies			204 340,28	1 322 892,79
Autres charges			750 053,70	14 356,07
Autres charges			750 053,70	14 356,07
TOTAL I			3 970 066,90	4 321 907,35
QUOTES-PARTS RESULTATS /OP COM (II)				
Quotes-parts résultats/op comm.				
CHARGES FINANCIERES (III)				
Dot. aux amort. & aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change				
Charges nettes/cess. mob. de plac.				
CHARGES EXCEPTIONNELLES (IV)			13 589,06	415,80
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Dotations aux amort. & provis.			13 589,06	415,80
PARTICIP. SALARIES EXPANSION (V)				
Partic. salariés Expansion				
IMPOTS SUR LES BENEFICES (VI)				
Impôts sur les bénéfices				
Solde créditeur			133 193,04	438 582,18
Bénéfice			133 193,04	438 582,18
TOTAL GENERAL (CHARGES)			4 116 849,00	4 760 905,33

Impression provisoire

Détail des postes			Au 311223	Au 311222
-------------------	--	--	-----------	-----------

PRODUITS D'EXPLOITATION				
Montant net Chiffre d'affaires (A)			53 943,69	176 931,48
Ventes de marchandises				
Production vendue (B&S)			53 943,69	176 931,48
Autres produits d'exploitation (B)			3 383 386,72	4 104 799,71
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			3 281 316,03	4 030 167,37
Reprise /prov. & transferts charge			98 615,68	69 012,72
Autres produits			3 455,01	5 619,62
TOTAL (A+B)			3 437 330,41	4 281 731,19
QUOTES-PARTS RESULTATS /OP COM (II)				
Quotes parts résultat/op. comm.				
PRODUITS FINANCIERS (III)			36 932,92	4 660,82
De participations				
D'autres valeurs mobil. & créances				
Autres intérêts et produits assim.			21 135,16	
Reprise/provis. & transf. charges				
Différ. positives de change				
Prod. nets/cess. val. mobil. plac.			15 797,76	4 660,82
PRODUITS EXCEPTIONNELS (IV)			270 027,01	45 100,82
Sur opérations de gestion			29 150,00	
Sur opér. de capital, cess. actifs				
Sur opér. de capital, subv. d'inv.			228 037,94	35 909,99
Autres opér. de capital				
Reprises/prov. & transf.de charges			12 839,07	9 190,83
UTILISATION DES FONDS DEDIES			372 558,66	429 412,50
Utilisation Fonds Dédies			372 558,66	429 412,50
Solde débiteur				
Perte				
TOTAL GENERAL (PRODUITS)			4 116 849,00	4 760 905,33

Impression provisoire

FONDATION JEAN DAUSSET – CEPH

ANNEXE AUX ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2023

L'exercice social clos le 31/12/2023 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2022 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice est de 10 021 K€ et le résultat net comptable est un excédent de 133,19 K€.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice 2023 ont été établis et présentés conformément aux dispositions des règlements 99-01 et N°2018-06 du CRC relatifs aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations.

Les conventions comptables généralement admises ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Indépendance des exercices
- Permanence des méthodes

et aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Aucune dérogation ou modification aux principes et méthodes comptables n'a été mise en place au cours de l'exercice 2023.

Le principe de continuité d'exploitation a été retenu pour l'établissement des comptes de l'exercice 2023 en fonction du plan d'activité pour 2024.

Evénements significatifs de l'exercice

Les projets pluriannuels comme le projet MyPEBS, SAPRIS-SERO pour une quatrième vague financée par l'ANRS se sont poursuivis. Il s'agit de la dernière année pour le projet SAPRIS SERO.

Le projet BioCF dans le cadre des Equipex+ des Investissements d'Avenir, démarré en 2021, après une phase d'aménagement des locaux qui ont été livrés en octobre 2022, a démarré sa phase d'exploitation. Une partie d'investissement a permis de terminer la rénovation de la ligne pour l'azote liquide (environ 160 K€). Ensuite les réceptions et traitements d'échantillons ont réellement démarré. Il est à noter que les équipements et le consommable étant pris en charge directement par un partenaire, l'impact sur les comptes de la Fondation est limité pour cette partie.

Le projet COPER, en lien avec SAPRIS-SERO s'est poursuivi sur l'exercice et se terminera en décembre 2025.

Le projet AGENOMICS sur le vieillissement (AXA Mécénat, 3 partenaires sur 3 ans) a démarré en début d'exercice 2023. Il finance essentiellement deux doctorants au niveau de la Fondation, tous deux recrutés sur l'exercice 2023 (un en janvier et un en mars). Les fonds étant versés en fin d'année pour l'exercice n+1, ceci explique les fonds dédiés importants.

Coté RH, les recrutements sur fonds propres ont été reportés ou suspendus en raison de l'augmentation très importante du coût de l'électricité sur 2023. Seule une personne Ingénieure d'Etudes est passée en CDI au 1^{er} novembre. L'effectif est donc globalement stable, en dehors des recrutements sur financements de projet (techniciens et ingénieurs au niveau des laboratoires).

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

CREANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

IMMOBILISATIONS

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. Les amortissements pour dépréciation sont pratiqués suivant le mode linéaire avec les durées suivantes:

- Logiciel: 3 ans
- Constructions: entre 10 et 50 ans
- Installations, Agencements: entre 10 et 20 ans
- Matériel informatique: entre 3 et 5 ans
- Mobilier: entre 5 et 10 ans

SUBVENTIONS et CONVENTIONS

Les subventions et conventions sont comptabilisées au prorata de l'avancement du projet. Cet avancement est calculé à partir des coûts engagés sur le projet.

La reprise de la subvention d'investissement qui finance une immobilisation amortissable est effectuée sur la même durée et au même rythme que l'amortissement de la valeur de l'immobilisation acquise, conformément à l'article 362-1 du PCG.

Un état récapitulatif des subventions et des conventions est indiqué dans la rubrique « Subventions restant à encaisser »

1) NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations corporelles

La fondation bénéficie pour la mise en place de ses travaux de la mise à disposition gratuite d'un bâtiment situé dans l'enceinte de l'hôpital Saint-Louis. Cette mise à disposition est conclue pour une durée de 50 ans par convention signée le 27 février 1986.

LIBELLE	Ouvert	+		-	Clôt
Immobilisation corporelles	31/12/2022	Acquisitions	Cessions	Mises au rebut	31/12/2023
Matériel de recherche	4 374 912,09 €	48 113,56 €			4 423 025,65 €
Agencets, Installations tech	3 053 479,49 €	200 710,72 €			3 254 190,21 €
Matériel de transport	0,00 €				0,00 €
Matériel de bureau et info	1 323 140,92 €	10 985,74 €			1 334 126,66 €
Mobilier de bureau	42 169,91 €				42 169,91 €
Immos en cours					0,00 €
TOTAL	8 793 702,41 €	259 810,02 €			9 053 512,43 €

LIBELLE	Ouvert			Clôt
Amortissements	31/12/2022	Acquisitions	Cessions	31/12/2023
Matériel de recherche	-3 831 312,67 €	-173 015,72 €		-4 004 328,39 €
Agencs, Installations tech	-2 080 724,61 €	-203 719,81 €		-2 284 444,42 €
Matériel de transport				0,00 €
Matériel de bureau et info	-1 260 183,44 €	-13 027,71 €		-1 273 211,15 €
Mobilier de bureau	-41 677,43 €			-41 896,31 €
Immos en cours				0,00 €
TOTAL	-7 213 898,15 €	-389 763,24 €	0,00 €	-7 603 880,27 €

Immobilisations financières

La fondation possède une participation à hauteur de 100% dans la SCM du 27 rue Juliette Dodu d'une valeur nette de 300 € dont la quote-part de frais à la charge de la Fondation est de 383,1 K€.

Stocks

A la clôture 2023, la fondation Jean Dausset ne possède plus de stock.

Créances

	2023	2022
Clients	170	297
Clients factures à établir	296	290
Provision pour dépréciation	-160	-160
Autre		
Total	306	427

Une partie des créances, d'un montant de 160 K€, est à plus d'un an et a été intégralement provisionnée.

Autres créances

LIBELLE	2023	2022
Subvention/Convention à recevoir	534	914
Compte courant SCM	1 377	1 262
Produit à recevoir	5	-
Provision pour dépréciation	- 1 377	- 1 262
Acompte avance/salaires	2	
Total	541	914

VMP et Disponibilités

LIBELLE	2023	2022
VMP CAT	-	-
Disponibilités	7 653	6 764
TOTAL	7 653	6 764

Les disponibilités se répartissent entre les comptes courants, le livret Associatif et des comptes à terme de courte durée.

Charges constatées d'avance

Les charges constatées d'avance s'élèvent à 72 K€ (très stables par rapport à l'exercice précédent) et concernent des contrats d'abonnement et de maintenance courant sur plusieurs exercices ainsi que des assurances.

2) NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

En K€	Ouvert	+	-	Clôt
Fonds de dotation	1 174			1 174
Réserve légale	732	44		776
Autres réserves	0	120		120
Report à nouveau	1 822	275		2 097
Résultat 2022	439		439	0
Résultat 2023		133		133
Subvention équipement	1 201		0	1 139
Provisions réglementées				-12
Total	5 368	572	439	5 427

Provision pour risques

La provision pour risques qui a été constituée en 2021, et liée à la disparition de l'association ADRL co-gérante avec la Fondation de la SCM 27 rue Juliette Dodu qui gère les charges liées au bâtiment, est augmentée pour passer de 154 K€ à 167 K€. Ce montant correspond à la différence des comptes courant réciproques.

Dettes fournisseurs et comptes rattachés

LIBELLE	2023	2022
Fournisseurs	78	315
Fournisseurs - Effets à payer		
Fournisseurs Fact. Non parvenues	484	451
TOTAL	562	766

Aucune facture fournisseur n'est à plus d'un an.

Dettes fiscales et sociales

LIBELLE	2023	2022
Dettes sociales	493	463,5
Dettes fiscales	5,6	13,7
TOTAL	499	477

Autres dettes

LIBELLE	2023	2022
Subvention Labex Genmed à reverser	1 831	1 286
Subvention à reverser	2,9	3,8
Charges à payer	43	46
TOTAL	1 877	1 336

L'augmentation de la subvention Labex à reverser est due à l'encaissement du solde du projet en fin d'année, les versements aux partenaires seront sur 2024.

Charges à payer sur dettes

La récapitulation, par nature de dettes, des charges à payer en fin d'exercice, se présente comme suit :

RATTACHES AUX POSTES DES DETTES	2023	2022
DETTES FINANCIERES		
Notes de frais	1	1
FOURNISSEURS		
Factures non parvenues	484	451
PERSONNEL		
Congés à payer	112	105
CET à payer	177	162
Primes exceptionnelles à payer		
ORGANISMES SOCIAUX		
Charges sur congés à payer	56	52
Charges sur CET à payer	88	81
Autres charges à payer		
Etat:	5	7
AUTRE DETTES		
Charges à payer diverses	43	47

Produits constatés d'avance et fonds dédiés

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 30 K€ et correspondent au montant de convention d'un projet courant dont les fonds n'ont pas encore été utilisés. Pour tous les autres projets, et en particulier ceux avec des dépenses à justifier, des fonds dédiés ont été créés.

Fonds dédiés

	solde 31/12/2022	2023		solde 31/12/2023
		Dotation de l'exercice	Reprise de l'exercice	
FONDS DEDIES BIOCF	186 646,95		13 038,67	173 608,28
FONDS DEDIES GENETS	36 028,00		35 475,25	552,75
FONDS DEDIES MYPEBS	114 979,99		114 979,99	-
FONDS DEDIES COPER	184 655,29		105 150,97	79 504,32
FONDS DEDIES AGENOMICS	997 500,00	184 510,30		1 182 010,30
FONDS DEDIES GENOTYPAGE MYPEBS	3 952,03	19 829,98		23 782,01
FONDS DEDIES SAPRIS	103 913,78		103 913,78	-
TOTAL	1 627 676,04	204 340,28	372 558,66	1 459 457,66

3) NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT

Les subventions et conventions (K€)

LIBELLE	2023	2022
Subventions		
Ministère	1 847	1 846
Conventions		
ANR - LABEX	0	498
ANR - COBLANCE	10	52
INCA SIGNAL	0	0
BioCF	206	0
CEE - MYPEBS	88	334
Génotypage MyPebS	24	
SEROPRIM		
SAPRIS	100	139
COPER	0	257
AGENOMICS	998	998
TOTAL	3 273	2 869

Les charges courantes (K€)

LIBELLE	2023	2022
Charges de recherche	405	550
Services extérieurs de fonctionnement	167	226
Autres services extérieurs	107	237
Charges SCM	383	282
TOTAL	1 062	1 295

La diminution des charges hors bâtiment est due :

- A l'arrêt du projet GENMED fin 2022 (moins de charges de recherche et de missions)
- A la prise en charge conséquente de ces dépenses par un partenaire sur le projet principal de l'activité 2023 (BioCF).

Pour les services extérieurs, les coûts de maintenance ont été optimisés et les coûts de missions très réduits comparés à la tenue du colloque de clôture GENMED en 2022.

Charge et Produits exceptionnels

LIBELLE	2023	2022
Charges exceptionnelles		
	415,80 €	415,80 €
Dotation dérogatoire	415,80 €	415,80 €
Provision pour risques et charges	13 173,26 €	0,00 €
Produits exceptionnels		
Produits except. divers	29 150,00 €	
Quote part subvention d'investissement	228 037,94 €	35 909,99 €
Reprise dérogatoire	12 839,07 €	
Reprise sur provision		9 190,83 €
TOTAL	270 027,01 €	45 100,82 €

- La provision pour risques et charges correspond à l'équilibrage des comptes de la SCM dont la Fondation est l'associé qui prend en charge les dépenses du bâtiment.
- Les "produits exceptionnels divers" proviennent de l'aide exceptionnelle de l'Etat pour les dépenses d'électricité sur 2023.
- La quote-part de subvention d'investissement vient neutraliser les dotations aux amortissements pour les dépenses financées par des subventions d'investissement.

Résultat net de l'exercice

Le résultat net de l'exercice 2023 est de + **133 193,04 €**, comparé à celui de 2022 qui était aussi excédentaire à hauteur de 438 582,18 €.

Subventions et conventions restant à encaisser

Subvention	Financier	Période	Montant global	Montant encaissé	Reste à encaisser
<u>Conventions</u>					
ANR - COBLANCE	ANR	2011/2025	608	565	43
LABEX - GENMED	PIA LABEX	2011/2022	12 000	12 000	-
MY PEPS	H2020 (Europe)	2018/2025	751	587	164
GENOTYPAGE MY PEBS	Unicancer et Israel Cancer Association	2019/2024	48	24	24
SAPRIS	ANRS	2020/2024	583	550	33
BioCF	PIA EQUIPEX	2021/2029	4 253	1 368	2 885
COPER	ANRS	2022/2025	257	257	-
AGENOMICS	Mécénat AXA	2023/2025	2 873	1 995	878
Total			21 373	17 346	4 027

Transferts de charges

Les transferts de charges s'élèvent à 91 K€ et correspondent principalement à l'hébergement d'équipes mixtes INSERM/Universités et d'une société biotech.

Les Effectifs

Au 31 décembre 2022, la fondation Jean Dausset a un effectif de 21 salariés (personnes physiques).

Rémunération des dirigeants

Les plus hauts cadres dirigeants de la fondation sont le président et le directeur scientifique. Aucune rémunération ne leur est versée pour ces fonctions.

Les Missions sociales

La Fondation Jean Dausset – Centre d'Etude du Polymorphisme Humain (CEPH) est une fondation de recherche reconnue d'utilité publique, dont l'activité est dédiée à la recherche en « génomique médicale » basée sur l'étude de la variabilité du génome associée aux maladies. Ces études conduisent au développement de la médecine personnalisée dont le but ultime est d'adapter les traitements spécifiques en fonction de diagnostics propres à chaque individu. Les enjeux de la médecine personnalisée sont stratégiques au niveau mondial, en termes de santé publique et en termes économiques.

La Fondation participe au projet BioCF, obtenu fin 2020 dans le cadre des Equipex+, a débuté fin 2021 après contractualisation sur l'exercice. Le projet « French Cohorts Biobank » (BioCF) vise à créer une ressource centrale nationale unique pour la collecte, le stockage et l'exploitation d'échantillons biologiques de cinq cohortes nationales. BioCF sera construit sur des équipements matériels existants et nouveaux - c'est-à-dire principalement les échantillons biologiques et équipements pour leur stockage et leur traitement – mais aussi sur les données existantes et nouvelles des cohortes, et le savoir-faire technique et scientifique de la Fondation Jean-Dausset-CEPH à Paris où seront localisées les collections biologiques. Les cinq cohortes participantes (Constances, Gazel, E3N--E4N et Elfe\Epipage2) regroupent au total près de 400 000 volontaires français d'âges variables allant de quelques années à plusieurs décennies (E3N et Gazel).

La recette prévisionnelle du programme en 2023 est de 372 K€ correspondant à la troisième tranche de l'échéancier (sur un budget total CEPH de 4,25 M€). Les dépenses inscrites en 2023 sont de 385 K€ se répartissant en investissement pour 166 K€ (immos) et le reste en dépenses diverses dont une part en salaire, le solde des recettes moins les dépenses de fonctionnement est passé en fonds dédiés.

Le Centre de Ressources Biologiques (CRB) de la Fondation est devenu, le 12 mars 2020, le 1er CRB français certifié ISO20387 : 2018 pour ses activités de collecte, réception, traitement, conservation, mise à disposition de ressources biologiques d'origine humaine en collaboration ou en prestation. Le CRB a simultanément obtenu le renouvellement de sa certification ISO 9001 : 2015 (Systèmes de Management de la Qualité - Exigences). Ceci lui permet d'attirer de nombreux projets et contrats pour la Fondation.

Honoraires des commissaires aux comptes

En application du décret n°2008-1487 du 30 décembre 2008, le montant des honoraires du commissaire aux comptes figurant au compte de résultat de l'exercice est de 10 K€ TTC en 2023.

Evènements post-clôture

En 2022, la Fondation a mené à bien tous les projets en cours (POPGEN, MyPEBS, SAPRIS-SERO, COPER et AGENOMICS).

Un séminaire européen à partir du projet AGENOMICS est prévu en mai 2024 pour préparer la suite du projet, possiblement en allant chercher un financement H2020 à partir d'un consortium européen.

La Fondation a aussi obtenu un financement SESAME de la Région Ile de France de 700 K€ pour financer en partie un stockeur robotisé à -80°C de 500 000 tubes. Le projet démarrera après consolidation du financement complet (1,7 M€) et choix du fournisseur. Des visites d'installations existantes en France et Europe sont prévues en 2024.

Le marché pour l'installation d'un groupe électrogène en 2023 est devenu caduque du fait de la liquidation judiciaire du fournisseur retenu. Un nouveau marché sera publié dès le début d'année suivante pour une mise en service avant fin 2024.

COGEP



WE ARE ALL ACCOUNT MEMBERS OF
THE GLOBAL ADVISORY
AND ACCOUNTING NETWORK